

La crise socio-écologique, une chance pour la démocratie ?

Résumé : A l'heure où le maintien des équilibres nécessaires à l'habitabilité de notre planète nous confronte au défi le plus important de notre histoire, notre société, plongée dans une crise systémique, est traversée par une impression diffuse de perte de sens et par une importante chute de confiance en la démocratie. La montée des inégalités, la défiance généralisée envers les institutions, la polarisation croissante du débat public et l'accélération des crises multiples (écologique, sociale, économique, politique, culturelle) témoignent de ces difficultés tout en les amplifiant. Mais ne nous y trompons pas, ce n'est pas en affaiblissant notre démocratie que nous sortirons de cette impasse, mais en la réinventant à l'aune des enjeux systémiques et en faisant de social et de l'écologie un même combat.

Vers un nécessaire changement de société

Nous sommes entrés, sur un fond d'un profond dérèglement des équilibres écologiques de notre planète, dans une crise systémique qui questionne nos modèles économiques, nos modèles et habitudes de vies sociétaux, nos modes de gouvernances et nos références culturelles. **Cette situation nous oblige tout particulièrement à revoir en profondeur nos modèles économiques, largement à l'origine des problèmes écologiques, et au travers d'eux, notre façon de produire, de consommer et de piloter notre économie.** Face à cette nécessité, on voit émerger des concepts d'économie circulaire, économie des fonctionnalités et économie régénérative dont l'ambition revendiquée est de nous faire basculer vers un nouveau régime de croissance verte par lequel nous serions en mesure de préserver notre modèle de développement en restant sur un *business as usual*.

Cette ambition est toutefois contestée par un nombre croissant d'économistes et de chercheurs¹ pour qui **il n'est pas possible de faire face aux enjeux socio-écologiques tout en continuant à inscrire notre économie dans une courbe de croissance continue.** Pour eux, aucune forme de croissance, même verte, n'est possible si l'on veut tenir le cap des objectifs écologiques². En effet, toute forme de croissance économique nous conduira inmanquablement à une augmentation continue de la production de biens et services et donc à celle de la consommation des flux globaux d'énergie et de matières nécessaires à leur fabrication non compatibles avec la nécessité de réduire très significativement notre empreinte écologique. Penser le contraire relève d'une douce utopie, car **rien n'est possible sans nous astreindre (aussi) à une moindre consommation, c'est-à-dire en nous engageant collectivement vers plus de sobriété.** En dépit de cette évidence, une bonne part des économistes, des responsables d'entreprises et des politiques dont toutes les promesses ou perspectives de développement sont basées sur la croissance, continuent à prétendre le contraire ; une fable dont l'autre grande faiblesse est de laisser croire que l'essentiel de la charge du changement doit reposer sur les politiques publiques et sur les entreprises.

Si l'on tient, tout comme moi et beaucoup d'autres, pour juste l'impératif de sobriété, cette orientation sera loin d'être neutre pour la population. **Elle requiert impérativement un effort très important de la part de l'ensemble de la société, citoyens compris.** Cet effort devra porter sur nos habitudes de consommation, nos modes de vie, nos loisirs, nos habitudes culturelles et se traduira même sans doute, comme l'a défendu André Gorz³, par des formes d'autolimitation sur le « non essentiel ». Autrement dit, l'effort requis par l'impératif écologique ne pourra pas se limiter à quelques petits gestes ou contributions relativement

¹ Une récente enquête menée auprès de près de 800 chercheurs en politique du Climat du monde entier révèle un scepticisme généralisé à l'égard de ce concept de croissance verte dans les pays à revenu élevé. Source : <https://theconversation.com/la-croissance-verte-de-moins-en-moins-credible-pour-les-universitaires-213965>

² Pour arriver à la neutralité carbone en 2050, il nous faut passer d'une moyenne de 10 tonnes de CO2 par habitant, à 2 tonnes, soit 5 fois moins. A cela se rajoutent les objectifs de préservation de la biodiversité tout aussi essentiels.

³ André Gorz, *Eloge du suffisant*, PUF, 2019

indolores de chacun d'entre nous (mais dont certains sont pourtant déjà perçus comme attentatoires à nos libertés par certains). Il sera bien au contraire très important, car **il nous impose à tous de sortir de l'imaginaire véhiculé par notre société de marché, dite capitaliste**, qui a façonné notre rapport au monde, la façon dont nous vivons, nos aspirations et nos attentes, nos manières désirables de vivre et les marqueurs d'une vie réussie. **C'est donc un véritable changement de société qu'il nous faut opérer** de façon démocratique si nous voulons être en mesure de diminuer notre empreinte environnementale dans des proportions à la hauteur des enjeux dans les délais impartis.

Un modèle démocratique en crise ...

Toutefois, comme nous l'avons vu, la direction à prendre pour faire face aux enjeux socio-écologiques est loin de faire l'unanimité. De nombreuses et souvent profondes divergences portent tout autant sur le diagnostic, sur la nature des actions à engager que sur la méthode et le choix de projet de société. Dans une démocratie mature, ces divergences, devraient normalement faire l'objet de débats contradictoires étayés par des connaissances scientifiques et tranchées, pour une partie d'entre elles, par les urnes. Or, **notre modèle démocratique est également en crise**. Des doutes émergent sur la capacité de la démocratie à faire face à cette situation et la **tentation de s'en remettre à un « homme fort »⁴** et un mode de gouvernement autoritaire gagne de plus en plus de terrain. Ces doutes sont d'autant plus compréhensibles que notre débat démocratique actuel s'organise autour de l'affrontement de grands partis qui doivent avant tout séduire leurs électeurs pour espérer être élus. **La prime est donc donnée aux partis les plus démagogiques** qui sauront faire écho, sur le fond d'une forte polarisation et d'une hystérisation des débats très délétère, aux colères, aux craintes et aux espoirs du peuple (ou de la partie du "peuple" qu'ils prétendent représenter) ... dont les préoccupations vont, pour une bonne partie d'entre eux, plus naturellement sur des sujets de fin de mois que sur ceux de fin du monde. **Tout cela n'est en rien propice au débat en profondeur que nous devrions avoir et disqualifie par avance toute position nuancée** cherchant à ouvrir un débat plus complexe autour des enjeux de l'écologie et des nécessités associées. Mais **cette incapacité à engager un débat démocratique** de bonne tenue autour des impératifs posés par la crise socio-écologique et à nous rassembler derrière nos valeurs/principes démocratiques est **amplifiée par un certain nombre de difficultés** propres à la crise elle-même et à celles de notre époque. En voici un aperçu non exhaustif.

... sur un fond de problèmes difficilement solubles

Tout d'abord, nombre de défis propres à cette crise **requièrent de colossaux investissements** dans le domaine public (isolement des bâtiments publics, nouvelles infrastructures, ...) et d'importantes aides publiques pour soutenir les investissements privés. Mais, dans un pays fortement endetté, où aller chercher l'argent nécessaire à ces investissements autrement que par le travail et la croissance, c'est-à-dire en nous tirant une balle dans le pied ? Nous sommes piégés et enlisés dans une économie, désencastrée du social et de l'écologique, qui tient l'ensemble de la société et ses acteurs sous son emprise en décidant du champ de possibles. De ce fait, **nous sommes coincés entre la nécessité de sortir de la croissance (si l'on tient pour juste cet impératif) et l'impossibilité de le faire sans nous priver de moyens financiers essentiels à la transition...** voire, sans provoquer une crise économique dont nous aurions bien du mal à nous relever. **La question n'est donc pas tant « sortir ou non de la croissance », que « comment en sortir d'une juste et bonne façon pour tous »**. Elle recoupe celle dont Latour a fait le titre d'un de ses derniers livres : « Où atterrir ? » Une question bien difficile à trancher sur le plan démocratique et à laquelle en tout cas aucun parti n'est en mesure de

⁴ Selon un sondage publié dans le monde et réalisé en octobre 2025, 85% des Français estiment avoir besoin d'un vrai chef pour remettre de l'ordre, soit 4 points de plus que l'an dernier

répondre, car elle n'est pas soluble dans le cadre socio-économique actuel et que le lieu d'atterrissage n'est pas décidable à partir de nos connaissances actuelles⁵.

Si l'on reste dans ce même cadre, force est de constater que le travail est devenu le pivot de nos vies et de notre organisation sociale. Or, **une bonne part des emplois, pris en étau entre la nécessaire disparition des activités les plus polluantes, l'appel à plus de sobriété et la percée de l'IA, sont potentiellement menacés.** Or, une perte trop massive d'emploi serait dramatique dans nos sociétés modernes où le travail est au centre de notre organisation sociale et est devenu, selon Marcel Gauchet, « l'expression et la garantie de l'autonomie des êtres⁶ ». **Sans les revenus qu'il procure nous sommes dans l'impossibilité de vivre de façon digne dans une société** où l'argent est devenu la mesure de tout et donne accès tout. Plus nous avons un travail rémunérateur et porteur de sens, plus nous sentons libres. Il fait donc l'objet, sous couvert d'un principe méritocratique largement faussé par la naissance, d'une compétition sociale féroce dès le plus jeune âge : désormais, la lutte des places a remplacé la lutte des classes. Au bout de cette course, **chaque citoyen contribuant désormais aux besoins de la société par son travail et ses impôts peut se sentir quitte du reste** dont il a délégué de façon démocratique la gestion aux élus, à l'appareil de l'Etat ... et aux citoyens les plus responsables. Cette situation contribue au repli sur la sphère privée, aux dépens de la sphère publique (citoyenneté, engagement politique, vivre ensemble...), et concourt au **développement d'un individualisme et à une fragmentation de la société peu compatible avec nos nécessités démocratiques et nos valeurs républicaines.**

On assiste, par ailleurs, sur le fond de cet individualisme croissant, à un **effondrement des grands récits** sur lesquels s'est construite notre modernité et autour desquels on a réussi à rassembler et organiser des choix sociaux : le libéralisme économique, les Lumières et leur promesse de progrès, ou encore le communisme comme horizon d'émancipation. D'autres récits, centrés sur la nécessité de prendre en compte l'ensemble du vivant, tentent bien d'émerger sans pour autant rassembler. Faute de récits fédérateurs alternatifs, la société contemporaine se fragmente et se désolidarise. **Chaque individu tend à devenir son propre repère, son propre juge, au risque d'une perte de sens collectif.** Ce vide symbolique est compensé par une multitude de narratifs concurrents très simplificateurs, à fort pouvoir émotionnel, dont les réseaux sociaux sont la caisse de résonance. Tout cela concourt à la création d'un **espace public, polarisé, où le statut même de vérité est contesté et le complotisme devient un refuge identitaire** ; avec à la clef une fragilisation du monde commun où l'émotion remplace la délibération rationnelle. On voit se développer sur ce terreau les tensions entre les gagnants et les perdants de la mondialisation, les gens des villes et ceux de la campagne, les pauvres et les riches, le peuple et les oligarques, les pros ceci et anti cela, etc. : **autant de lignes de fracture dont les partis populistes, les géants du net (GAFAM) et les démocraties illibérales comme la Russie font leur miel.** Tout cela entretient et exacerbe un climat de défiance et une perte de confiance envers nos dirigeants et plus largement à l'encontre de la démocratie.

Pour finir, on peut aussi se demander si certains de nos principes démocratiques répondent bien aux exigences de l'urgence socio-écologique et ne contribuent pas à amplifier un certain nombre des travers identifiés. En effet, **dans notre système représentatif le rôle des citoyens se borne à élire leurs représentants.** Leur devoir civique rempli ces mêmes citoyens se trouvent relégués au rang de simples spectateurs des décisions prises par ceux à qui ils ont donné les clefs pour la durée d'un mandat. **Ce mode représentatif, en réduisant au minimum la participation des citoyens aux affaires publiques, a ainsi non seulement déresponsabilisé les citoyens, mais aussi contribué à affaiblir leurs compétences civiques** et, d'une certaine

⁵ « Si le monde court à la catastrophe à brève échéance sans que rien ni personne ne change dans cette course suicidaire, c'est d'abord parce que ni les états, ni les entreprises, ni les transnationales n'ont les concepts et les méthodes pour opérer la bifurcation requise », affirmait Bernard Stiegler dans une interview donnée à l'Obs.

⁶ Marcel Gauchet, *Le désenchantement du monde*, Gallimard, 1985

façon, à les placer sous la dépendance des politiques et d'une administration omniprésente. Forts de leur légitimité démocratique, les politiques gouvernent l'état dans une logique descendante sans beaucoup faire cas des échelles et logiques locales pourtant essentielles à notre résilience. Quid, dans ce processus de décision, de la diversité des territoires, de leur maturité, de leurs ressources ou de leurs problèmes spécifiques ? **A l'heure de la crise socio-écologique, ces principes de fonctionnement ne sont plus tenables.** Pour preuve, une bonne partie de nos citoyens, faute d'avoir été associés à une juste échelle à la construction de solutions justes, consacrent leur intelligence à contourner des règles « hors sol » jugées iniques ou inadaptées. Cette même intelligence individuelle et collective, couplée à nos capacités d'initiatives, doit désormais être mise le plus possible au service des impératifs de la métamorphose de la société. Il nous faut pour cela, non seulement, mettre au centre de nos organisations de nouveaux concepts comme les communs et les biens communs, mais aussi **sortir des logiques de fonctionnement par trop verticales en associant, à différentes échelles de gouvernance, le plus possible les citoyens aux décisions prises et en les invitant à agir au plus juste et au plus près des besoins de leur lieu de vie.**

Sauver notre démocratie par un surcroît de démocratie

La donne écologique, et la multiplicité des crises qu'elle engendre, mettent donc à l'épreuve notre modèle démocratique et révèlent, par là même, ses failles et ses opportunités. Il semble qu'il soit pris au piège des modalités qui ont contribué à son affaiblissement : consumérisme, individualisme exacerbé, aliénation à une logique économique libérale devenue délétère, perte des solidarités, dépendance à un état tout puissant, etc. Mais ne nous y trompons pas, **ce n'est certainement pas en fragilisant notre démocratie au travers de politiques d'uniformisation, de contrôle, de marchandisation ou de surveillance que nous serons en mesure de conduire les importantes évolutions auxquelles nous oblige la crise socio-écologique.** Cette crise systémique nous invite, au contraire, à engager un processus de transformation ouvert, autour d'un projet partagé, et de repenser un rapport au monde qui ne soit ni hiérarchique, ni unilatéral, ni fondé sur la domination et le plus défait possible des logiques de marchandisation en nous appuyant sur une politique éducative ambitieuse. **Un tel objectif n'est atteignable qu'au travers d'un surcroît de démocratie,** ou plus exactement un renouveau démocratique ancré dans le local, afin de (re)mettre au centre de notre action politique l'ensemble des acteurs, individuels comme collectifs. Ce faisant, sur le fond d'une approche économique et politique profondément renouvelée, **nous ferons de l'écologie et du social un même combat...** pour le plus grand bénéfice de tous.

Il s'agit pour cela de mobiliser nos savoirs pour réordonner les priorités politiques et de transformer les prises de conscience grandissante en actions concrètes à tous les niveaux, du citoyen à l'état. **Nous n'avons pas besoin pour cela d'un programme linéaire, mais d'un horizon politique le plus possible partagé (nourri d'humanisme, de respect pour le vivant et d'une forme de spiritualité, laïque ou pas), vers lequel nous pourrions cheminer** de la façon dont John Dewey nous y a invités : sans certitude, à la manière dont la vie a fait son chemin et transformé un gros caillou en une symphonie du vivant, c'est-à-dire, pas à pas et en tirant parti des apprentissages opérés à chacun de ces pas. Pour ce penseur majeur du courant pragmatique⁷, la démocratie est bien plus qu'un régime politique, c'est une façon de vivre. Elle consiste notamment à favoriser des expériences individuelles et collectives par lesquelles on cherchera à faire évoluer, au travers d'un apprentissage continu, l'humanité au plus juste de ses besoins toujours renouvelés. Une fenêtre possible pour le nécessaire renouveau de notre démocratie.

⁷ Le pragmatisme est un courant de pensée américain popularisé par William James, qui tient compte de la capacité des acteurs à s'ajuster aux différentes situations de la vie sociale et à transformer en même temps le monde dans lequel ils évoluent.